



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'avril et de mai 2020

Canada

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2020)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout
ou en partie doit être adressée au Ministère des Finances Canada.

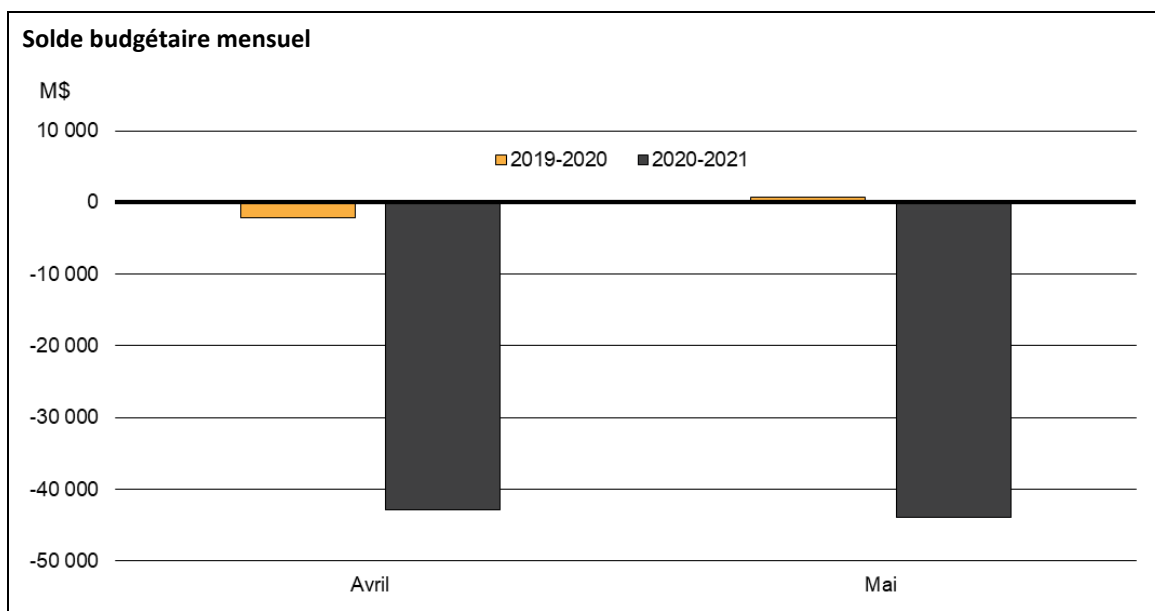
This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN: 1487-0134

Faits saillants

Avril et mai 2020

Les deux premiers mois de l'exercice 2020-2021 (avril et mai) se sont soldés par un déficit budgétaire de 86,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,4 milliard pour la même période en 2019-2020. Ventilé par mois, ce déficit s'élevait à 42,8 milliards en avril et à 43,9 milliards en mai. La variation sans précédent des résultats financiers du gouvernement reflète la grave détérioration de la situation économique et les mesures temporaires mises en œuvre par l'intermédiaire du plan d'intervention économique du gouvernement destiné à soutenir les Canadiens et les entreprises du pays qui font face à des difficultés financières en raison de l'éclosion de la COVID-19. Il est dans l'ensemble conforme au solde budgétaire présenté dans le Portrait économique et budgétaire (juillet).



Au total pour ces deux mois, les revenus ont baissé de 24,1 milliards de dollars (42,6 %), ce qui est principalement attribuable à la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 62,4 milliards (117,4 %), en raison surtout des transferts versés aux entreprises et aux particuliers en vertu du Plan d'intervention économique, y compris par l'intermédiaire de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), de l'incitatif de 25 % du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et de la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE). Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 milliard (24,5 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

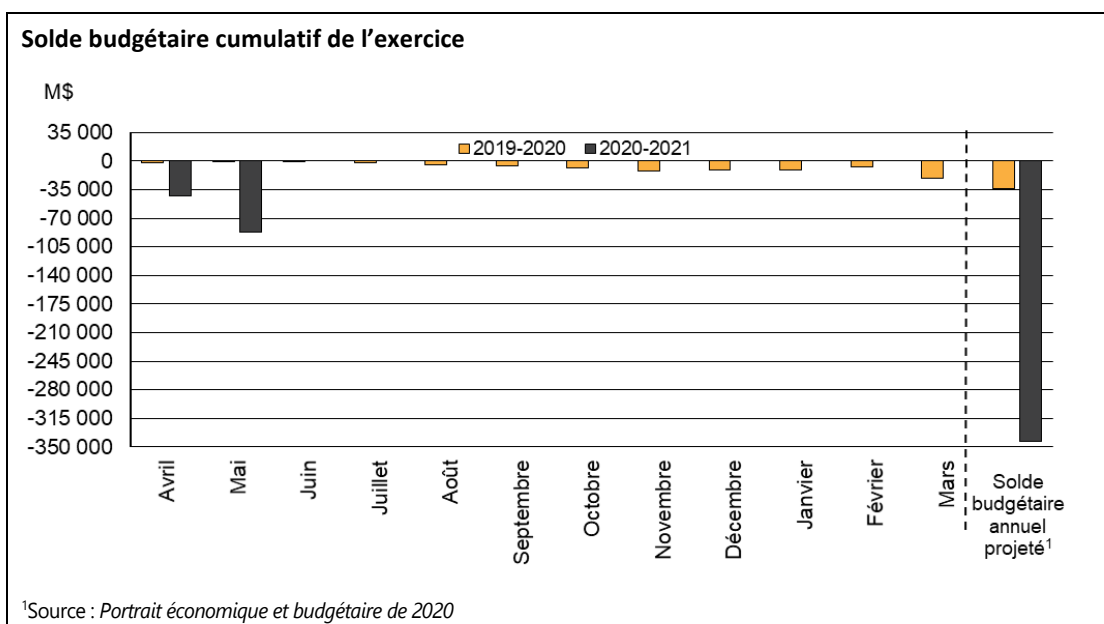


Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2019	2020	2019	2020	2019-2020	2020-2021
Opérations budgétaires						
Revenus	28 926	18 681	27 590	13 763	56 516	32 444
Charges						
Charges de programmes	-28 737	-59 422	-24 449	-56 212	-53 186	-115 634
Frais de la dette publique	-2 315	-2 096	-2 428	-1 483	-4 743	-3 579
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 126	-42 837	713	-43 932	-1 413	-86 769
Opérations non budgétaires	-3 698	-41 514	-2 399	-8 790	-6 097	-50 304
Ressources ou besoins financiers	-5 824	-84 351	-1 686	-52 722	-7 510	-137 073
Variation nette dans les activités de financement	11 715	135 825	5 342	104 118	17 057	239 943
Variation nette dans l'encaisse	5 891	51 474	3 656	51 396	9 547	102 870
Encaisse à la fin de la période					49 551	147 549

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Pour la période d'avril à mai de l'exercice 2020-2021, les revenus ont diminué de 24,1 milliards de dollars (42,6 %), pour s'établir à 32,4 milliards.

- Les revenus fiscaux ont baissé de 16,8 milliards de dollars (35,9 %), ce qui est principalement attribuable à la baisse des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) et de l'impôt sur le revenu des sociétés en raison des confinements instaurés pour lutter contre la COVID-19 et de mesures connexes comme la bonification du crédit pour la TPS et les reports du paiement de l'impôt.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard de dollars (8,8 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont totalisé 0,7 milliard de dollars.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont diminué de 7,5 milliards de dollars (148,0 %). Cette baisse est principalement attribuable aux bénéfices moins élevés de la Banque du Canada à la suite de ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire en vue de soutenir la liquidité des marchés financiers. La diminution des bénéfices de la Banque du Canada rend compte de la passation en charges immédiate des primes versées à l'achat de ces obligations, qui a plus que compensé les gains d'intérêt sur les titres d'avril et de mai 2020.

Tableau 2

Revenus

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation
	2019	2020	2019	2020	2019-2020	2020-2021	
	(M\$)						(%)
Revenus fiscaux							
Impôts sur le revenu							
Particuliers	13 889	12 442	12 384	13 137	26 273	25 579	-2,6
Sociétés	4 531	1 183	4 277	1 389	8 808	2 572	-70,8
Non-résidents	735	932	753	717	1 488	1 649	10,8
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	19 155	14 557	17 414	15 243	36 569	29 800	-18,5
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services	3 398	1 351	3 812	-3 342	7 210	-1 991	-127,6
Taxes sur l'énergie	439	426	489	416	928	842	-9,3
Droits de douane à l'importation	514	212	511	282	1 025	494	-51,8
Autres taxes et droits d'accise	597	344	521	539	1 118	883	-21,0
Total des taxes et droits d'accise	4 948	2 333	5 333	-2 105	10 281	228	-97,8
Total des revenus fiscaux	24 103	16 890	22 747	13 138	46 850	30 028	-35,9
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0	363	0	294	0	657	s.o.
Cotisations d'assurance-emploi	2 356	2 223	2 242	1 971	4 598	4 194	-8,8
Autres revenus	2 467	-795	2 601	-1 640	5 068	-2 435	-148,0
Total des revenus	28 926	18 681	27 590	13 763	56 516	32 444	-42,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Pour la période d'avril à mai de l'exercice 2020-2021, les charges de programmes se sont élevées à 115,6 milliards de dollars, soit une hausse de 62,4 milliards (117,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les prestations pour enfants, ont augmenté de 34,5 milliards de dollars (211,5 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (5,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (47,9 %), en raison du taux de chômage élevé causé par la crise.
 - La PCU, un programme de soutien au revenu instauré dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, a représenté 30,4 milliards de dollars en paiements, ce qui est attribuable aux répercussions de l'arrêt des activités économiques sur le marché du travail.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (52,8 %), ce qui est principalement attribuable à la bonification ponctuelle de l'Allocation canadienne pour enfants en mai 2020.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 1,2 milliard de dollars (8,0 %), ce qui est principalement attribuable à la charge de 1,9 milliard, comptabilisée en avril 2019, découlant de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia entre le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador, qui ne s'est pas reproduite en 2020-2021. Cette diminution a été compensée en partie par la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, ainsi que par une hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 29,2 milliards de dollars (135,4 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 0,8 milliard de dollars (72,5 %), ce qui est principalement attribuable à l'augmentation du taux du paiement de l'Incitatif à agir pour le climat pour l'année d'imposition 2019.
 - La SSUC correspond à des paiements totalisant 14,9 milliards de dollars versés aux employeurs admissibles en vertu du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 11,1 milliards de dollars (180,2 %), ce qui est principalement attribuable à l'incitatif de 25 % du CUEC et des transferts versés aux étudiants en vertu de la nouvelle PCUE.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (14,9 %), ce qui est principalement attribuable aux achats de fournitures médicales et d'équipement de protection individuelle effectués afin de répondre à la crise de la COVID-19 et à une augmentation des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages.
 - Les pertes issues des régimes d'avantages futurs des employés, qui représentent l'amortissement des changements apportés à l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices précédents, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (25,3 %), ce qui est principalement attribuable aux baisses des taux d'intérêt à long terme auxquels on a recours pour évaluer ces obligations.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 milliard de dollars (24,5 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements moins élevés de la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation.

Tableau 3

Charges

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation
	2019	2020	2019	2020	2019-2020	2020-2021	
	(M\$)						(%)
Principaux transferts aux particuliers							
Prestations aux aînés	4 527	4 771	4 573	4 810	9 100	9 581	5,3
Prestations d'assurance-emploi	1 817	2 336	1 366	2 373	3 183	4 709	47,9
Prestation canadienne d'urgence	0	15 870	0	14 511	0	30 381	s.o.
Prestations pour enfants	2 005	2 127	2 031	4 038	4 036	6 165	52,8
Total des principaux transferts aux particuliers	8 349	25 104	7 970	25 732	16 319	50 836	211,5
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien en matière de santé	3 365	3 489	3 364	3 489	6 729	6 978	3,7
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 216	1 252	1 215	1 252	2 431	2 504	3,0
Péréquation	1 653	1 715	1 653	1 714	3 306	3 429	3,7
Formule de financement des territoires	631	669	632	669	1 263	1 338	5,9
Fonds de la taxe sur l'essence	0	0	0	0	0	0	s.o.
Soins à domicile et soins de santé mentale	530	625	20	0	550	625	13,6
Autres arrangements fiscaux ¹	1 486	-384	-431	-386	1 055	-770	-173,0
Total des principaux transferts aux autres administrations	8 881	7 366	6 453	6 738	15 334	14 104	-8,0
Charges de programmes directes							
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	779	874	331	1 041	1 110	1 915	72,5
Subvention salariale d'urgence du Canada	0	6 005	0	8 932	0	14 937	s.o.
Autres paiements de transfert	3 831	11 389	2 354	5 942	6 185	17 331	180,2
Charges de fonctionnement	6 181	7 787	6 625	6 930	12 806	14 717	14,9
Pertes au titre des régimes d'avantages futurs des employés	716	897	716	897	1 432	1 794	25,3
Total des charges de programmes directes	11 507	26 952	10 026	23 742	21 533	50 694	135,4
Total des charges de programmes	28 737	59 422	24 449	56 212	53 186	115 634	117,4
Frais de la dette publique	2 315	2 096	2 428	1 483	4 743	3 579	-24,5
Total des charges	31 052	61 518	26 877	57 695	57 929	119 213	105,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

¹ Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à la réglementation commune des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; et les autres éléments.

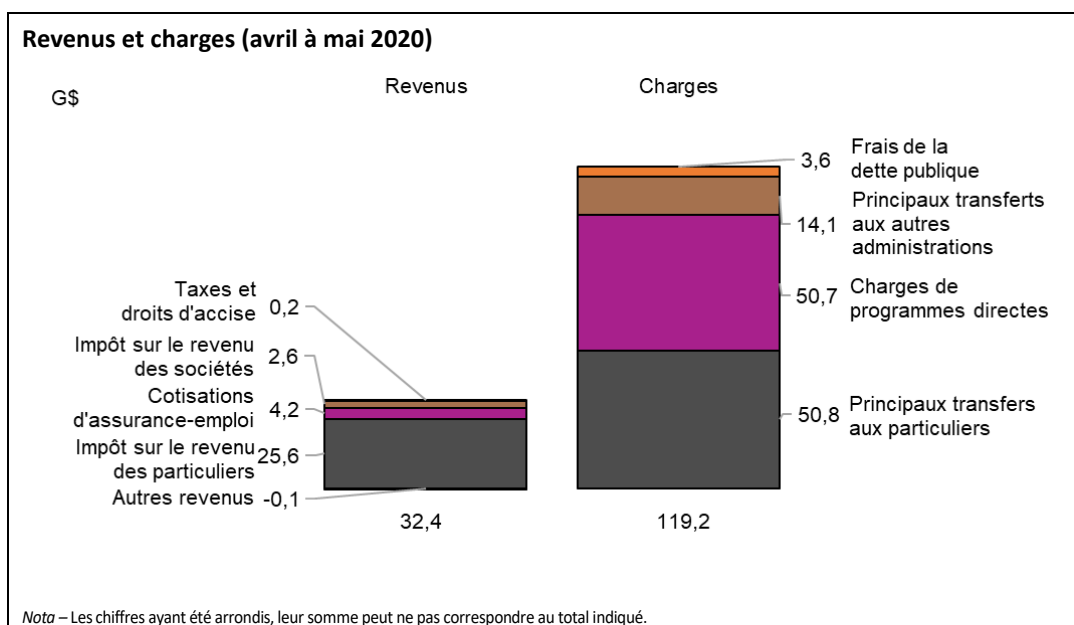
Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation
	2019	2020	2019	2020	2019-2020	2020-2021	
	(M\$)						(%)
Paielements de transfert	21 840	50 738	17 108	48 385	38 948	99 123	154,5
Autres charges							
Personnel	4 369	4 973	4 874	4 933	9 243	9 906	7,2
Transports et communications	68	78	214	133	282	211	-25,2
Information	6	5	20	67	26	72	176,9
Services professionnels et spéciaux	394	347	655	586	1 049	933	-11,1
Location	221	235	324	335	545	570	4,6
Réparation et entretien	83	96	156	181	239	277	15,9
Services publics, fournitures et approvisionnements	97	1 361	214	298	311	1 659	433,4
Autres subventions et charges	1 225	1 153	449	853	1 674	2 006	19,8
Amortissement des immobilisations corporelles	427	427	427	436	854	863	1,1
Perte nette sur cession de biens	7	9	8	5	15	14	-6,7
Total des autres charges	6 897	8 684	7 341	7 827	14 238	16 511	16,0
Total des charges de programmes	28 737	59 422	24 449	56 212	53 186	115 634	117,4
Frais de la dette publique	2 315	2 096	2 428	1 483	4 743	3 579	-24,5
Total des charges	31 052	61 518	26 877	57 695	57 929	119 213	105,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Besoins financiers de 137,1 milliards de dollars d'avril à mai 2020

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 86,8 milliards de dollars et des besoins de 50,3 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à mai 2020 s'est soldée par des besoins financiers de 137,1 milliards, comparativement à des besoins financiers de 7,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

L'augmentation des besoins financiers au titre des opérations non budgétaires pour la période d'avril à mai 2020 était principalement attribuable aux mesures d'intervention en réponse à la COVID-19 ayant une incidence sur les comptes créditeurs, les charges à payer et les comptes débiteurs, ainsi que sur les prêts, les placements et les avances. Les changements aux comptes créditeurs, aux charges à payer et aux comptes débiteurs reflètent les reports de paiements d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, et des versements de la taxe sur les produits et services accordés dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, tandis que les changements aux prêts, aux placements et aux avances reflètent en grande partie les prêts consentis aux termes du programme du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) au cours de cette période.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2019	2020	2019	2020	2019-2020	2020-2021
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 126	-42 837	713	-43 932	-1 413	-86 769
Opérations non budgétaires						
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-1 333	-27 626	-1 246	-8 227	-2 579	-35 853
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	713	624	618	912	1 331	1 536
Comptes d'opérations de change	-2 435	-423	-1 109	963	-3 544	540
Prêts, placements et avances	-1 019	-14 325	-593	-2 721	-1 612	-17 046
Actifs non financiers	376	236	-69	283	307	519
Total des opérations non budgétaires	-3 698	-41 514	-2 399	-8 790	-6 097	-50 304
Ressources ou besoins financiers	-5 824	-84 351	-1 686	-52 722	-7 510	-137 073

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 239,9 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 137,1 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 102,9 milliards en augmentant la dette non échue de 239,9 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission de bons du Trésor et d'obligations négociables.

À la fin du mois de mai 2020, les soldes de trésorerie s'élevaient à 147,5 milliards de dollars, soit 102,9 milliards de plus qu'à la fin du mois de mars 2020. L'augmentation considérable de la trésorerie est principalement attribuable aux emprunts effectués afin de répondre aux besoins financiers prévus du gouvernement dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2019	2020	2019	2020	2019-2020	2020-2021
Ressources ou besoins financiers	-5 824	-84 351	-1 686	-52 722	-7 510	-137 073
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement						
Opérations de la dette non échue						
Emprunts en dollars canadiens						
Obligations négociables	7 583	27 762	1 318	19 063	8 901	46 825
Bons du Trésor	2 800	106 133	4 300	84 400	7 100	190 533
Titres au détail	-31	-18	-23	1	-54	-17
Total des emprunts en dollars canadiens	10 352	133 877	5 595	103 464	15 947	237 341
Emprunts en devises	1 030	2 492	-525	1 301	505	3 793
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	11 382	136 369	5 070	104 765	16 452	241 134
Réévaluation de swaps de devises	205	-1 307	457	-1 239	662	-2 546
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	174	810	-168	610	6	1 420
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-46	-47	-17	-18	-63	-65
Variation nette dans les activités de financement	11 715	135 825	5 342	104 118	17 057	239 943
Variation de la trésorerie	5 891	51 474	3 656	51 396	9 547	102 870
Trésorerie à la fin de l'exercice					49 551	147 549

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.
7. L'État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Juillet 2020